

**Convention collective départementale**

**IDCC : 1572. – MÉTALLURGIE  
(Charente)**

**(12 décembre 1989)**

*(Bulletin officiel n° 1990-6 bis)*  
(Etendue par arrêté du 29 octobre 1990,  
*Journal officiel* du 1<sup>er</sup> novembre 1990)

**ACCORD DU 12 DÉCEMBRE 2014**

**RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ET À LA VALEUR DU POINT  
POUR L'ANNÉE 2014**

NOR : ASET1550062M

IDCC : 1572

Entre :

L'UIMM de la Charente,

D'une part, et

L'USM FO ;

La CFDT métaux ;

Le SM CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Taux effectifs garantis**

Les taux effectifs garantis annuels tels que définis par le précédent accord signé le 10 décembre 2012 (arrêté d'extension 12 mars 2013, publié au *Journal officiel* le 20 mars 2013), sont fixés pour l'année 2014 comme suit et seront adaptés à l'horaire collectif en vigueur dans l'entreprise ou à celui du salarié concerné.

*(En euros.)*

COEFFICIENT	TAUX EFFECTIF GARANTI (151,67 heures)
140	17 352
145	17 376
155	17 392
170	17 418
180	17 468
190	17 523

COEFFICIENT	TAUX EFFECTIF GARANTI (151,67 heures)
215	17 792
225	18 646
240	19 474
255	20 558
270	21 315
285	22 472
305	24 228
335	25 627
365	28 256
395	29 781
Valeur du point : 5,18 €.	

### **Salaires minima conventionnels**

Ces salaires minima conventionnels déterminés à partir d'une valeur de point multipliée par le coefficient du salarié servent de base de calcul aux primes d'ancienneté prévues par l'article 19 de la convention collective de la Charente.

A compter de la date d'extension du présent accord, la valeur du point est fixée à 5,18 € (pour 151,67 heures), cette valeur étant portée en application de l'avenant du 14 octobre 1983 (cf. page 74 de la convention collective départementale) à :

- 5,44 € pour le personnel ouvrier ;
- 5,54 € pour la maîtrise d'atelier.

Le présent accord constitue un avenant à la convention collective de la métallurgie de la Charente signée le 12 décembre 1989 dont l'extension a été rendue effective par un arrêté en date du 29 octobre 1990, paru au *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> novembre 1990.

Le présent accord, établi conformément à l'article L. 2221-2 du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations syndicales signataires et dépôt dans les conditions prévues par le code du travail.

Fait à Angoulême, le 12 décembre 2014.

(Suivent les signatures.)